

Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

À renseigner par la personne publique responsable

Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
GRAND BELFORT Communauté de l'AGGLOM2RATION Place d'ARMES BELFORT 90000	Monsieur le PRESIDENT DAMIEN MESLOT

Zonages concernés par la présente demande	
Les zones d' assainissement collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	OUI
Les zones relevant de l' assainissement non collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	OUI
Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;	OUI
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	NON

Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

Par délibération en date du 19 juin 2012, le Grand Belfort s'est engagé, lors de chaque procédure d'élaboration ou de révision d'un PLU, à accompagner cette démarche par Une procédure de révision du plan de zonage assainissement afin de mettre en cohérence les deux documents.

Caractéristiques des zonages et contexte	
<p>1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?</p> <p>• Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? ANNEXE 1 (zonage PLU.) ANNEXE 2 (annexe sanitaire)</p>	<p>OUI REVISION</p> <p>14/12/2006</p> <p>L'urbanisation se situe d'une part au sein de l'emprise existante par utilisation des interstices. D'autre part par des zones d'extension à court terme (deux zones 1AU de 2,2 et 2,9ha) et long terme (une zone de 1,6ha).</p>
<p>2. Quel est le territoire concerné ?(joindre une carte du périmètre) ANNEXE 2</p>	
<p>3. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ? Si PLUi, préciser le contour de l'intercommunalité (ou joindre une carte) :</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ?</p> <p>• Si le(s) document(s) est/sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche?</p> <p>• ELABORATION DU PLU doit être arrêté en mars 2018</p>	<p>POS POS caduc Application du RNU depuis le 27 mars 2017</p> <p>09/1997 révisé en 2001. Plu en 2012 puis annulé</p>
<p>4. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?</p>	OUI
<p>Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :</p> <p>G.B.C.A. au titre de sa compétence eau et assainissement a été associée en tant que personne publique aux réunions de PLU organisées par la commune. L'ouverture à l'urbanisation étudiée par la Direction de l'eau et de l'assainissement a fait l'objet d'une annexe sanitaire rédigée par G.B.C.A. et transmise à la commune pour intégration au PLU.</p> <p>ANNEXE SANITAIRE 3</p>	
<p>5. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font/ait-il(elle) ou ont/a-t-il(elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?¹</p>	OUI
<p>6. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement², étude sur les</p>	OUI

¹ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

² Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L2224-8 du CGCT.

Caractéristiques des zonages et contexte	
eaux pluviales,...) ont-elles été, ou seront-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?	
Préciser ces études : Etudes techniques de desserte des zones à urbaniser et capacité de la STEP de BAVILLIERS -ESSERT à accueillir la charge polluante supplémentaire Schéma directeur d'assainissement, le schéma directeur des eaux pluviales et en cours d'élaboration.	

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
7. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)?	NON
8. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant : <ul style="list-style-type: none"> d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a t il été réalisé ? d'une zone conchylicole ? d'une zone de montagne ? d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ? d'un périmètre de protection des risques d'inondations ? 	NON NON NON NON OUI
Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie) ATLAS DE LA DOUCETTE ANNEXE 4	
9. Le territoire dispose-t-il : <ul style="list-style-type: none"> de cours d'eau de première catégorie piscicole ? de réservoirs biologiques selon le SDAGE ? 	NON NON
Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)	
10. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que: <ul style="list-style-type: none"> Natura 2000 ? la plus proche se situe à 6 kms « Piémont Vosgien » et 9 kms « etang et vallée du territoire de belfort » ZNIEFF1 ? Zone humide ? Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ? Présence connue d'espèces protégées ? remarquables Présence de nappe phréatique sensible ? Annexe 7	NON NON Oui (qqes prairies fauchées) autour de la DOUCETTE OUI OUI NON
Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie) ANNEXE 5 Nombreuses Zones humides sont présentes sur le territoire communal notamment à proximité de la Doucette Le SRCE met en évidence la trame bleue d'importance régionale : Groupe d'oiseaux et chauve-souris,	
11. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état,	

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
<p>bon état, moyen, médiocre, mauvais)³ des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom de la(des)Masse(s) d'eau superficielle :.....DOUCETTE.....(bassin versant savoureuse).....ANNEXE...6..... • Nom de la(des)Masse(s) d'eau souterraine:.....voir ANNEXE...6..... <p>Si souhaité, vous pouvez préciser un niveau de qualité issu des point(s) de référence(s) nationaux connu(s), ou selon d'autres données à préciser (biblio, mesures locales)</p>	<p>..... ...DOUCETTE..... ...ANNEXE...6.....</p>
<p>12. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? • Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ? • Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ? 	<p>OUI non OUI</p>
<p>Préciser lesquelles : SAGE (bassin versant de l'allan) en cours d'élaboation SDAGE 2016-2021 PECT du Grand Belfort SCOT du territoire de belfort réalisée en 2011- 2016 : De données environnementales de différentes sources (DREAL,FC,CTDB,Grand Belfort, ATMO, etc...)</p>	
<p>13. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?</p>	<p>NON</p>
<p>Précisez :</p> <p>Le zonage d'urbanisme défini dans le PLU a été défini en concertation avec les services de l'Etat de manière à limiter la consommation de nouveaux espaces. voir carte zonage A l'échéance 2028 environs 132 nouveaux logements pour environ 7,5 ha</p>	
<p>14. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire?</p> <p><u>Autres :</u></p>	<p>SEPARATIF exclusivement</p>
<p>15. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?</p>	<p>NON</p>
<p>16. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?</p>	<p>OUI existante ou à créer</p>

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
<p>1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?</p>	<p>NON</p>
<p>2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées⁴ ?</p>	<p>OUI</p>
<p>3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés? • Les non-conformités ont-elles été levées ? 	<p>1 contrôlé sur 2 OUI NON En cours</p>

³ L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>

⁴ Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
• Sont-elles en cours d'être levées?	
4. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif?	NON
5. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ? Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	NON
6. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	OUI
Si oui, lesquels : Rejet au réseau pluvial si le terrain ne le permet pas	
7. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge ⁵ ?	NON NON NON
• Par temps sec ?	
• Par temps de pluie ?	
• De façon saisonnière ?	
8. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)? Lesquelles : La STEP automatisée est équipée d'un système de supervision sécurisé et centralisé par une liaison ADSL sur le Poste Central à la STEP de Belfort. La STEP est exploitée en régie par le service maintenance de la DEA chargé d'intervenir en cas d'anomalie de fonctionnement 24/24h. Une notice d'analyse des risques de défaillances est en cours d'élaboration	Oui - non
9. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?	NON
• Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?	
• Autres :	

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none">des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?de ruissellement ?de maîtrise de débit ?d'imperméabilisation des sols ?	NON NON NON NON
Lesquels :	

⁵ référence réglementaire pour estimer la surcharge : les valeurs limites de l'arrêté du 22 juin 2007, et (parce qu'il peut être plus restrictif) les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral propre à la station d'épuration (ou au système d'assainissement)

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
2. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?	OUI
<p>Lesquelles :</p> <p>Techniques alternatives de traitement des eaux de ruissellement rétention et infiltration.</p> <p>Des bassins de rétention ont été mis en œuvre sur la commune.</p> <p>Les bassins sont équipés de décantation des EP limitant ainsi le rejet de MES</p> <p>G.B.C.A. au titre de sa compétence assainissement veille au respect de la réglementation conformément au « SDAGE qui explicite les actions à mettre en place pour obtenir une gestion maîtrisée des eaux pluviales, en accord avec la loi sur l'eau à savoir prendre en compte les eaux pluviales dans la conception de dispositifs d'assainissement dans une optique d'efficacité du système en temps de pluie, en privilégiant la décantation des EP pour limiter le rejet des MES, éviter toute infiltration directe des eaux pluviales, encourager les techniques alternatives de traitement du ruissellement urbain, des traitements d'infiltration et de rétention à la parcelle ».</p> <p>Ces dispositions sont reprises dans les annexes sanitaires jointes au PLU(annexe jointe)</p>	
3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?	NON
4. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...)?	OUI
5. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?	OUI
<p>Si oui, lesquelles ?</p> <p>Le règlement assainissement définit les prescriptions applicables à la gestion des eaux pluviales : rétention, prétraitement et rejet à débit régulé avant rejet au milieu naturel.</p>	
6. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion)?	OUI
7. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau ⁶ ?	OUI
8. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ?	NON
<ul style="list-style-type: none"> Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ? 	NON
9. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?	NON
10. Avez-vous subi des	NON
<ul style="list-style-type: none"> coulées de boues? glissements de terrain dus à un phénomène pluvieux? Autres : 	NON
11. Votre territoire fait-il parti :	Non
<ul style="list-style-type: none"> d'un SAGE en déficit eau ? d'une Zone de Répartition des Eaux ? 	non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement

⁶ 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	OUI
2. L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ? Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ?	OUI OUI
3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Si oui lesquels et pour quel objectif ?	OUI
4. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ? séparateur à hydrocarbures afin de limiter l'impact du rejet sur le milieu naturel.	NON OUI

Autoévaluation (facultatif)

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?

Expliquez pourquoi :

NON : La commune d'Essert est équipée d'un réseau d'assainissement collectif séparatif en bon état. Les eaux usées sont traitées à la STEP de BAVILLIERS d'une capacité de 15 000 EH affichant un bon rendement épuratoire et capable d'accueillir les effluents supplémentaires en provenance des quelques nouvelles zones à urbaniser. Le réseau d'eau potable est à proximité et suffisant.

Le zonage révisé ne modifie que partiellement le zonage de 2006 et ne prévoit pas d'ouvrages supplémentaires conséquents à construire. Les réseaux sont suffisants

A..... Le.....